

» PRESSE NATIONALE

Politique 



REPOSITIONNEMENT INTERNATIONAL DE LA CÔTE D'IVOIRE : UN NOUVEL AMBASSADEUR DU RÉSEAU AGA KHAN INSTALLÉ, HIER

La ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Nialé Kaba, a reçu en audience, le 10 juin 2026, Ferid Nandjee, nouveau représentant du réseau Aga Khan de Développement (AKDN) en Côte d'Ivoire, venu lui remettre officiellement les lettres de cabinet qui l'accréditent auprès des autorités ivoiriennes. Une publication du service de communication de ce ministère indique que cette cérémonie protocolaire, marquant le début officiel de sa mission, a permis de réaffirmer la qualité de la coopération entre la Côte d'Ivoire et l'AKDN, ainsi que d'évoquer les perspectives de son renforcement. La cheffe de la diplomatie ivoirienne a salué l'engagement constant de l'AKDN en faveur du progrès du pays, tandis que le nouveau représentant a réaffirmé sa volonté d'œuvrer à la consolidation de cette coopération.



PARTENARIAT ENTRE LES ARMÉES IVOIRIENNES ET FRANÇAISES : 200 MILITAIRES DES DEUX PAYS FORMÉS À LA MAÎTRISE DES OPÉRATIONS AÉROTERRESTRES

L'exercice Touraco 2026, initié conjointement par l'état-major général des Armées et les Armées françaises, s'est déroulé du 7 avril au 15 mai 2026, à travers une série de manœuvres aériennes et terrestres. La journée du mardi 21 avril 2026, consacrée au « Vip Day » présidée par le général d'Armée Lassina Doumbia, Chef d'état-major général des Armées, a offert aux autorités militaires ivoiriennes et françaises l'occasion d'assister à une présentation de l'exercice, suivie de démonstrations à la Base Aérienne d'Abidjan (BAA) et à la Base Aérienne de Bouaké (BAB). Mobilisant près de 200 personnels issus des Armées ivoiriennes et françaises, l'exercice vise à démontrer la capacité des Forces Armées de Côte d'Ivoire (FACI) à planifier et conduire des opérations aéroterrestres complexes.

Economie 



BOAD DÉVELOPPENT DAYS : ROBERT BEUGRÉ MAMBÉ PREND PART À LA 2E ÉDITION, CE JEUDI, À LOMÉ

Le Premier Ministre, Robert Beugré Mambé, prend part, du 11 au 12 juin, à Lomé, au Togo, à la 2^e édition des BOAD Development Days. Il s'agit d'un rendez-vous annuel majeur initié par la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) et dédié à la réflexion stratégique, à l'innovation et au partage d'expériences au service des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). L'évènement réunit des experts régionaux et internationaux pour éclairer les grands choix d'investissement dans l'habitat, l'énergie durable et les infrastructures modernes. La rencontre a pour thème : « Bâtir l'avenir de l'UEMOA : financer un habitat durable, inclusif et moteur de souveraineté énergétique ».

PIRME, CODE MINIER, BRVM : SANGAFOWA-COULIBALY PRÉSENTE LES PILIERS D'UN SECTEUR REPENSÉ

Mamadou Sangafowa-Coulibaly, ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, a plaidé en faveur de partenariats innovants et de mécanismes de financement plus inclusifs, destinés à soutenir l'essor du secteur minier ivoirien et favorisant une participation accrue des investisseurs nationaux. Il intervenait à l'ouverture d'un panel organisé, le mardi 9 juin 2026, à Abidjan conjointement par la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) et la Chambre de commerce Canada-Côte d'Ivoire, autour du thème : « Financement du secteur minier en Côte d'Ivoire : enjeux, opportunités et perspectives d'investissement ». « Le développement durable du secteur minier ivoirien ne saurait se réaliser pleinement sans des solutions de financement adaptées, plus inclusives et davantage ancrées dans le tissu de l'économie nationale », a-t-il déclaré. Sangafowa-Coulibaly a également précisé que l'adoption de la Politique Intégrée des Ressources Minérales et de l'Énergie (PIRME) marque une étape décisive dans le développement du secteur minier ivoirien, en cohérence avec la vision du Président Alassane Ouattara, de faire des ressources minières un véritable levier de transformation économique et de développement national à l'horizon 2030.

PND 2026-2030 / DEVANT LE CESEC : SOULEYMANE DIARRASSOUBA PROMET PLUS DE 3 MILLIONS D'EMPLOIS

Le Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel (CESEC) a accueilli, hier, mercredi 10 juin 2026, le ministre du Plan et du Développement, Dr Souleymane Diarrassouba, pour la présentation du Plan National de Développement (PND) couvrant la période 2026-2030. Cette feuille de route quinquennale affiche l'ambition de hisser le pays au rang d'État à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici la fin de la décennie. Pour soutenir cette vision, l'État ivoirien déploie une enveloppe financière historique de 114 838,5 milliards de FCFA. Le plan ambitionne de faire progresser le PIB par habitant de 3 148 à 4 500 dollars, tout en faisant chuter le taux de pauvreté sous la barre des 20%. Cette dynamique économique devrait générer plus de 3 millions d'emplois supplémentaires et favoriser l'émergence d'une élite technique grâce à la formation de 50 000 ingénieurs, techniciens et chercheurs, assurant ainsi une amélioration globale et durable de l'espérance de vie et de l'accès aux services publics.

AVOIRS FINANCIERS CRIMINELS, FONDS ILLICITES, CORRUPTION : LE PROCUREUR FINANCIER EN GUERRE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX

Jean Claude Aboya prévient que les détenteurs des fonds issus des activités criminelles seront traqués et poursuivis. Le procureur de la République près le Pôle Pénal Économique et Financier (PPEF) a déclaré, hier, au cours d'une conférence de presse, dans les locaux de la juridiction, à Cocody, que le parquet financier ne laissera personne saborder ou annihiler, de quelque manière que ce soit, l'effort collectif déployé sans relâche, depuis octobre 2024, pour replacer la Côte d'Ivoire dans le concert des nations. D'où son engagement à combattre le blanchiment de capitaux autonomes sous toutes ses formes. Fort de cette conviction, le procureur financier a averti : « La Côte d'Ivoire n'est pas et ne sera jamais une terre d'accueil des capitaux criminels de tout acabit ».

ENGRAIS AGRICOLES : BRUNO NABAGNÉ KONÉ RÉCLAME LA LEVÉE DES BARRIÈRES AU SEIN DE LA CEDEAO

Les ministres en charge de l'Agriculture des États membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont réunis en session ministérielle extraordinaire par visioconférence, le mardi 9 juin 2026. Les travaux étaient présidés par le ministre sierra-léonais de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, Dr Henry Musa Kpaka. Cette rencontre a permis aux participants d'examiner l'état d'avancement de la révision de la Politique agricole régionale (ECOWAP) ainsi que les enjeux liés à la gestion des engrais dans l'espace communautaire. Participant aux échanges, le ministre ivoirien de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, Bruno Nabagné Koné, a abordé la question des engrais. Bruno Nabagné Koné a, à cette occasion, rappelé leur rôle stratégique dans l'atteinte de la souveraineté alimentaire. Il a plaidé pour la levée des barrières tarifaires et non tarifaires qui entravent leur libre circulation au sein de la CEDEAO.



RENFORCEMENT DE L'ÉTAT CIVIL : L'ONECI OUTILLE DES RELAIS COMMUNAUTAIRES

L'Office National de l'État Civil et de l'Identification de Côte d'Ivoire (ONECI) a organisé, le mardi 9 juin 2026, une session de renforcement des speakers en langues locales à son agence à Cocody. Ce, afin de rendre efficace sa communication auprès des populations sur toute l'étendue du territoire national. Cette formation s'inscrit dans un vaste programme de sensibilisation de l'ONECI qui se poursuivra sur le terrain. Les speakers auront pour mission de porter auprès des populations des messages essentiels relatifs à l'identification, à la déclaration des naissances, à l'enregistrement des décès ainsi qu'à la mise en œuvre du Régime National des Personnes Physiques (RNPP), présenté comme une avancée majeure dans le système d'identification ivoirien. S'exprimant à cette occasion, le Directeur général de l'ONECI, Ago Christian Kodja, a indiqué que nul ne doit rester en marge de cette opération.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA CRUFAOCI À ABIDJAN : ADAMA DIAWARA ÉMET DES RÉSERVES SUR UN VOLET DE LA SCIENCE OUVERTE

Les travaux de l'Assemblée générale 2026 de la Conférence des Recteurs des Universités Francophones d'Afrique et de l'Océan Indien (CRUFAOCI) se sont ouverts, hier, à l'université Félix Houphouët-Boigny de Cocody. Placée sur le thème : « Transformation de l'enseignement supérieur dans l'espace CRUFAOCI par la science ouverte : enjeux, défis et leviers d'action », cette rencontre se poursuit jusqu'au 12 juin. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Adama Diawara, a estimé que ce thème est en phase avec les mutations technologiques actuelles, notamment dans les domaines du numérique et de l'intelligence artificielle. Selon lui, la science ouverte renvoie à l'accès libre et gratuit aux données, aux méthodes et aux résultats de la recherche scientifique. Cette approche repose, a-t-il expliqué, sur trois piliers. L'accès libre aux revues scientifiques, la science participative et l'accès libre et gratuit aux données brutes.



CHANGEMENT CLIMATIQUE EN PÉRIODE DE PLUIE : LES POPULATIONS INVITÉES À ADOPTER LES ÉCOGESTES

Mohamed Sanogo, coordonnateur du Programme National sur le Changement Climatique (PNCC), a appelé les populations à adopter des écoGESTES, afin de faire face aux effets du changement climatique en Côte d'Ivoire. Il s'agit notamment d'économiser les ressources naturelles en limitant les déchets et en favorisant les pratiques respectueuses de l'environnement. Il était l'invité, le 9 juin 2026, à Abidjan-Plateau, de la tribune d'échanges « Tout savoir sur », initiée par le CICG. En cette saison des pluies et eu égard aux risques d'inondation, il a insisté sur la nécessité de préserver les infrastructures d'assainissement et de drainage. Il a recommandé le non-déversement des déchets les caniveaux et les ouvrages de drainage ainsi que le tri des ordures ménagères avant le passage des camions de collecte. Il a encouragé une utilisation plus responsable du papier, afin de contribuer à la préservation des ressources forestières.



GESTION DES ORDURES / APRÈS L'EXPIRATION DE L'ULTIMATUM : AMÉDÉ KOUAKOU PROMET LA FIN DE CERTAINES PRATIQUES

En dépit de l'expiration de l'ultimatum de 72 heures accordé aux opérateurs de collecte des déchets, le ministre de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité (MINHAS), Dr Amédé Koffi Kouakou, maintient la pression. À cet effet, il s'est rendu, hier, mercredi 10 juin 2026, au siège de l'ANAGED, où il a échangé avec sa Directrice générale, Sarrhan Ténin Ouattara. Dans un contexte marqué par la crise des ordures, le ministre et ses collaborateurs ont tenu à visiter cette structure sous tutelle chargée de la gestion des déchets afin d'évaluer les mesures mises en œuvre pour faire face à la situation. Au terme de cette visite, Amédé Kouakou s'est félicité de la gestion de la crise par les services de l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED). « Nous allons mettre fin à un certain nombre de pratiques. Il y aura de

nombreux changements dans le secteur de la salubrité », a-t-il prévenu.



BIOLOGIE MÉDICALE : PIERRE DIMBA VEUT MIEUX ENCADRER LES ACTIVITÉS DES LABORATOIRES

La Commission des Affaires Sociales et Culturelles (CASC), présidée par Michel Benoît Coffi, a reçu, le 9 juin 2026, à Yamoussoukro, Pierre Dimba, ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle, dans le cadre de l'examen du projet de loi relatif à la biologie médicale en Côte d'Ivoire. Il a souligné que la biologie médicale occupe une place essentielle dans le système de santé, soutenant que les analyses réalisées en laboratoire permettent de diagnostiquer les maladies, de suivre l'état de santé des patients et d'orienter les traitements. Il a noté que la biologie médicale joue un rôle important dans la prévention, la surveillance des épidémies et la gestion des urgences sanitaires. « Ce texte vise à mieux encadrer l'activité des laboratoires, à améliorer la qualité et la fiabilité des analyses médicales, à renforcer la sécurité des patients et à assurer une meilleure protection des données de santé », a-t-il fait savoir.



MAYO/ RENFORCEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE : LE PNCS RENFORCE LES CAPACITÉS DES ASSOCIATIONS FÉMININES

Le ministère de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté poursuit ses actions de satisfaction des besoins socio-communautaires et de consolidation des relations intercommunautaires. Cela, à travers le financement des Projets à Impact Rapide (PIR) pour une paix durable, conduit par le Programme National de Cohésion Sociale (PNCS). Ledit Programme a ainsi renforcé, le samedi 6 juin 2026, les capacités de plusieurs associations féminines de Mayo, dans le département de Soubré, en leur faisant don d'équipements divers. A savoir une batteuse de riz d'une capacité d'une tonne par heure, un motoculteur à 3 lames, 200 chaises plastique, une broyeuse de manioc, une machine à presser, 10 pulvérisateurs agricoles manuels, 30 paires de bottes pour agriculteur, 500 kg d'engrais, 20 insecticides agricoles et 30 herbicides.



ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : LA CÔTE D'IVOIRE SE DOTE D'UNE BOUSSOLE

La Côte d'Ivoire est désormais dotée d'une loi sur l'économie sociale et solidaire. La Commission des Affaires Sociales et Culturelles (CASC) du Sénat, présidée par Michel Benoît Coffi, a reçu, le mardi 9 juin 2026, Myss Belmonde Dogo, ministre de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, pour l'examen du projet de loi relatif à l'Économie sociale et solidaire. Au terme de la séance qui a vu l'adoption de projet de loi, à l'unanimité des sénateurs présents de la CASC, la ministre Belmonde Dogo, a décliné les objectifs de cette loi. « Aujourd'hui, la Commission des Affaires Sociales a adopté le projet de loi sur l'économie sociale et solidaire, qui est une économie qui place l'homme au cœur du développement. Le premier objectif, c'est de donner le cadre légal à l'économie sociale et solidaire en Côte d'Ivoire », a expliqué la ministre.



OUVERTURE DE LA 114 CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL SUR L'IA : LE MINISTRE ADAMA KAMARA PRÉSENTE LA VISION DE LA CÔTE D'IVOIRE

La voix de la Côte d'Ivoire a été portée à la 114e Conférence internationale du travail a ouvert ses portes, le 1er juin 2026, à Genève en Suisse, par Me Adama Kamara, ministre de l'Emploi, de la Protection sociale et de la Formation professionnelle. Celui-ci s'est prononcé sur le débat général consacré au rapport du Directeur général (Dg) du Bureau International du Travail (BIT), avec pour thème : « À l'heure des choix : mettre l'Intelligence artificielle au service du travail décent ». Lors de sa prise de parole à cette tribune internationale, le ministre Adama Kamara a reconnu les nombreuses opportunités qu'offre l'Intelligence artificielle (Ia). Il a présenté la vision de la Côte d'Ivoire concernant l'Ia. « Prévoir le renforcement de la protection sociale et du dialogue social afin d'adapter les droits des travailleurs aux nouvelles réalités du numérique ; et mettre en place une gouvernance internationale inclusive de l'Intelligence artificielle » sont,

a dit le ministre, certains des concepts de l'État ivoirien. L'apothéose est prévue, ce vendredi 12 juin 2026.

Culture 



FRANCOPHONIE : FRANÇOISE REMARCK PLAIDE POUR UNE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU SERVICE DES CONTENUS CULTURELS FRANCOPHONES

Françoise Remarck, ministre de la Culture et de la Francophonie, a appelé au développement d'une Intelligence artificielle (Ia) capable de renforcer la visibilité et la valorisation des contenus culturels francophones. Elle s'exprimait, le mardi 10 juin 2026, par visioconférence depuis Abidjan, à l'occasion d'une conversation francophone organisée par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) autour du thème : « L'Intelligence artificielle au service de la découvrabilité des contenus francophones ». Présentant la stratégie ivoirienne comme une réponse aux enjeux de souveraineté culturelle à l'ère du numérique, la ministre a souligné que le défi ne consiste plus seulement à produire des contenus, mais aussi à garantir leur visibilité, leur diffusion et leur monétisation.

» VU SUR LE NET

Politique 



CÔTE D'IVOIRE – FRANCE : À PARIS, PATRICK ACHI ET YAËL BRAUN-PIVET RENFORCENT L'AXE STRATÉGIQUE ENTRE LES DEUX PAYS

Le président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, Patrick Achi, a eu une importante séance de travail avec Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale française, à Paris. Cette rencontre, marquée par des échanges cordiaux et constructifs, a permis aux deux personnalités de réaffirmer la solidité des relations qui unissent la Côte d'Ivoire et la France, tout en explorant de nouvelles perspectives de coopération au bénéfice de leurs institutions et de leurs peuples. Au cours de leurs discussions, les deux responsables ont salué l'excellence des relations ivoiro-françaises, bâties sur une histoire commune, une langue partagée, des liens humains profonds ainsi qu'une coopération politique, économique et culturelle de longue date. Ils ont également exprimé leur volonté commune de poursuivre le renforcement de ce partenariat privilégié dans un contexte international marqué par de nombreux défis et opportunités.

Economie 



SÉCURITÉ MARITIME / FORMATION AUX MÉTIERS DU DRONE CIVIL PROFESSIONNEL : LA CÔTE D'IVOIRE S'OFFRE LE TOUT PREMIER CENTRE RÉGIONAL D'AFRIQUE DE L'OUEST

La Côte d'Ivoire abrite désormais le tout premier Centre régional de formation aux métiers du drone civil professionnel en Afrique de l'Ouest. Il est logé à l'Institut de Sécurité Maritime Interrégional (ISMI) de l'Académie Régionale des Sciences et Techniques de la Mer (ARSTM) à Yopougon. La cérémonie d'inauguration a eu lieu, le 5 juin 2026, en présence de plusieurs personnalités et autres acteurs du secteur. Au nombre desquels, Soro Daufanguy, directeur de cabinet du ministre délégué auprès du ministre des Transports et des Affaires maritimes, chargé des Affaires maritimes ; le directeur général de l'ARSTM, le colonel-major Karim Coulibaly ; l'ambassadeur d'Allemagne en Côte d'Ivoire, Matthias Veltin. Tous ont salué l'aboutissement de ce projet qui constitue une révolution technologique pour la sécurité maritime et l'économie bleue dans le golfe de Guinée. Pour le représentant du ministre des Transports, ce Drone Center est bien plus qu'un bâtiment. Il représente une vision.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : LA CÔTE D'IVOIRE MOBILISE PLUS DE 25 MILLIONS D'EUROS DE PROJETS DANS LE CADRE DE LA COOPÉRATION INTERREG

La participation de la Côte d'Ivoire au Programme INTERREG MAC franchit une nouvelle étape avec l'implication du pays dans dix projets majeurs représentant plus de 25 millions d'euros d'investissements. C'est ce qui ressort de la rencontre entre les autorités ivoiriennes et les responsables de cet ambitieux programme de coopération entre l'Europe, l'Afrique de l'Ouest et la région atlantique, le 4 juin 2026, à Abidjan. Les responsables d'INTERREG MAC ont souligné l'importance stratégique de la participation ivoirienne. Sur les 34 projets approuvés lors du premier appel à projets de la programmation actuelle, dix associent des partenaires ivoiriens, en plus du projet stratégique ATLANTE. Les projets concernent des secteurs essentiels pour l'avenir du pays notamment, la compétitivité des PME, la transformation numérique, l'économie circulaire, l'agriculture durable, la sécurité alimentaire, les technologies marines, l'adaptation aux changements climatiques et la mobilité. Autant de domaines qui s'inscrivent pleinement dans les priorités de développement de la Côte d'Ivoire.

Société 

ÉDUCATION NON FORMELLE : LES ACTEURS NATIONAUX RENFORCENT LEURS COMPÉTENCES EN APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique (MENAET), à travers la Direction de l'Éducation Non Formelle (DENF), organise, avec l'appui technique de DVV International, un atelier de renforcement des capacités des acteurs nationaux impliqués dans le domaine de l'Apprentissage Tout au Long de la Vie (ATLV). Cette session de formation, qui se déroule du 8 au 12 juin 2026 au Lycée classique d'Abidjan, réunit des experts issus de plusieurs structures sectorielles. Elle vise à renforcer les capacités techniques et opérationnelles des participants, conformément aux orientations stratégiques nationales et aux cadres normatifs de l'UNESCO relatifs à l'éducation et à la formation tout au long de la vie. A l'ouverture des travaux, la directrice de l'Éducation non formelle, Anita Suzanne Traoré, a souligné que les mutations technologiques, économiques et sociales actuelles imposent une nouvelle conception de l'éducation, qui ne peut plus se limiter au cadre scolaire formel.

» AGENCE DE PRESSE

Economie 



LE MINISTRE AMADOU KONÉ SALUE L'APPUI DE LA FRANCE DANS LES INFRASTRUCTURES AÉRIENNES ET FERROVIAIRES

Le ministre des Transports et des Affaires maritimes, Amadou Koné, a salué, mercredi 10 juin 2026 à Paris, l'appui du gouvernement français aux projets structurants du secteur des transports en Côte d'Ivoire, notamment dans les domaines aérien et ferroviaire. Il s'exprimait à l'occasion d'un déjeuner de travail organisé à l'invitation du ministre des Transports de la République française, Philippe Tabarot, consacré à la revue de la coopération bilatérale entre les deux pays. Au cours des échanges, les deux parties ont passé en revue les principaux axes de partenariat, en particulier les projets d'infrastructures et de connectivité aérienne. Au nom du Président Alassane Ouattara, le ministre a exprimé la gratitude du gouvernement à la France pour son soutien au financement de l'extension de l'aéroport international d'Abidjan ainsi que pour la réalisation de la ligne 1 du métro d'Abidjan, deux projets majeurs de modernisation du système de transport urbain.

Société 



LA HACA ACCORDE UNE FRÉQUENCE À LITTORAL FM, PREMIÈRE RADIO ÉCOLOGIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

La Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) a accordé, mercredi 10 juin 2026 à Abidjan, une fréquence à Littoral FM, une radio thématique consacrée à l'environnement, la toute première radio écologique du paysage audiovisuel ivoirien. La convention d'exploitation a été signée entre le président de

la HACA, Maître René Bourgoïn, et le président du conseil d'administration de la Fondation Verte de Côte d'Ivoire (Fon-Ver-CI), Christophe Koffi, journaliste et promoteur du projet. Selon M. Koffi, cette signature marque l'aboutissement d'une initiative fondée sur la conviction que la communication de proximité constitue un levier essentiel pour le développement durable, la sensibilisation citoyenne et la protection de l'environnement. « Cette convention représente pour notre organisation bien plus qu'une simple formalité administrative. Elle constitue l'aboutissement d'un projet nourri par une conviction forte : celle que la communication de proximité est un levier essentiel de développement durable, de sensibilisation citoyenne et de protection de notre environnement », a-t-il déclaré.



Restez connectés à l'actualité du gouvernement en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



Pour toute information, prière contacter le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC ! 📱

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions
des Conseils des ministres, démarches administratives,
actualité nationale.



CICG

www.gouv.ci

www.gouv.ci - Une information publique, officielle et fiable